

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/n°2023- 155

du 26 JUIL. 2023

mettant en demeure la société GazelEnergie Génération de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur les communes de Saint-Avold, Diesen et Porcellette

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu** les livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 I ;
- Vu** la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu** la décision n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF) pour les grandes installations de combustion, au titre de la directive 2010/75/UE ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-22 du 16 juillet 2023 désignant M. Philippe Dechamps, sous-préfet de Thionville pour assurer la suppléance du préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-30 du 25 janvier 2008 modifié autorisant la société ENDESA France - société nationale d'électricité et de thermique à poursuivre l'exploitation des installations de la centrale Emile Huchet à Saint-Avold ;
- Vu** le dossier de réexamen des conditions d'exploitation de la centrale Émile Huchet du 16 mai 2018, transmis par GazelEnergie Génération par courrier du 3 août 2018 et complété par courrier du 28 juin 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-163 du 21 septembre 2020 fixant des prescriptions complémentaires à la société GazelEnergie Génération pour les installations qu'elle exploite sur les communes de Saint-Avold, Diesen et Porcellette ;
- Vu** le rapport du 17 mai 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 13 avril 2023 ;

Vu le courrier préfectoral du 1^{er} juin 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu le courrier du 9 juin 2023 de la société GazelEnergie Génération présentant ses observations sur le projet d'arrêté

Considérant que la société GazelEnergie Génération exploite sur le site de Saint-Avold, Diesen et Porcellette, des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Considérant que par son courrier du 16 mai 2018, complété par courrier du 28 juin 2019, GazelEnergie s'est engagé à respecter les dispositions prévues par la décision n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF) pour les grandes installations de combustion, au titre de la directive 2010/75/UE et notamment celles relatives à la fréquence de contrôle et aux valeurs limites d'émission des rejets dans l'eau résultant du traitement des fumées ;

Considérant le dépassement des valeurs limites d'émission en concentration en DCO, MES et sulfates lors de l'analyse du 7 mars 2023 des eaux de lavage des fumées de désulfuration du groupe 6 en sortie de la station physico-chimique de traitement ;

Considérant le dépassement du double de la valeur limite d'émission en concentration en DCO et le dépassement des valeurs limites d'émission en concentration en MES et sulfates lors de l'analyse du 7 mars 2023 des eaux de lavage des fumées de désulfuration du groupe 6 en sortie de la station physico-chimique de traitement ;

Considérant par conséquent, que les prescriptions de l'article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-163 du 21 septembre 2020 ne sont pas respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

A R R Ê T E

Article 1

La société GazelEnergie Génération est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Saint-Avold, Diesen et Porcellette, dans un délai **d'un mois** à compter du redémarrage des installations de combustion de la tranche 6, les prescriptions de l'article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2020-163 du 21 septembre 2020.

"(...) Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et compléments transmis à l'administration (...). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés applicables à l'établissement et les réglementations autres en vigueur."

- En ce qui concerne le respect des valeurs limites d'émission en concentration des rejets dans l'eau résultant du traitement des fumées :

"Les purges des eaux de lavage de désulfuration sont traitées dans une station physico-chimique avant rejet dans le réseau CAPFLUIDES. En sortie de la station physico-chimique, elles respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration (moyenne journalière)
DCO	125 mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	30 mg/l
Sulfates (SO_4^{2-})	2000 mg/l

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société GazelEnergie Génération et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold, Diesen et Porcelette.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Thionville,



Philippe Deschamps

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

